



Nations Unies

Assemblée générale

CPSD/359

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Quatrième Commission

20^e séance – après-midi

POUR ASSURER LA CONFIANCE DES DONATEURS, L'UNRWA DEVRA GAGNER EN EFFICACITÉ, SOULIGNENT PLUSIEURS DÉLÉGATIONS À LA QUATRIÈME COMMISSION

Il faut s'attaquer à la question des problèmes financiers de l'Office et de la diminution de ses ressources en tenant compte de l'aspect prioritaire de la question des réfugiés palestiniens, a déclaré, cet après-midi, le représentant de l'Égypte devant la Quatrième Commission (politique spéciale et décolonisation), dans le cadre de la poursuite du débat consacré aux travaux de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

En tant qu'un des principaux donateurs de l'UNRWA, à hauteur de 520 millions de dollars depuis 1953, le Japon accorde une attention particulière aux efforts de réforme de gestion qui y sont menés, a souligné son représentant, appelant l'Office à assurer une gestion transparente et responsable et à améliorer son efficacité, notamment dans l'utilisation des ressources disponibles. Une gestion et des programmes plus efficaces sont fondamentaux pour assurer la confiance des pays donateurs en l'Office, a souligné, pour sa part, le représentant du Canada.

La représentante de la Suisse a, de son côté, félicité l'Office pour ses efforts dans la coordination de ses actions avec les autres organisations humanitaires, l'évaluation des besoins, la réponse d'urgence et le suivi de l'aide humanitaire. À l'instar de la délégation chinoise, de nombreuses délégations ont rendu hommage à l'esprit de sacrifice et au courage des personnels de l'Office dans la réalisation de leur mandat.

Le représentant de la Turquie a, quant à lui, indiqué que son pays avait doublé sa contribution à l'Office compte tenu du fait que celui-ci représente, aujourd'hui, une bouée de sauvetage pour les réfugiés palestiniens. Cinquante et un pour cent de la population est incapable, sans assistance, de se procurer les moyens de subsistance quotidienne, a notamment indiqué le représentant du Viet Nam.

Les délégations du Viet Nam, de la Suisse, du Japon, de la Turquie, de l'Égypte, du Qatar, de l'Inde, du Soudan, de la Norvège, du Canada et de la Chine ont pris la parole au cours de cette séance.

La Quatrième Commission conclura ses débats sur l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient jeudi 2 novembre, à 10 heures.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Débat général

M. HOANG CHI TRUNG (Viet Nam) a salué les efforts déployés par l'UNRWA en faveur des réfugiés palestiniens au Moyen-Orient et particulièrement ceux que l'Office a déployés, l'année dernière, pour pouvoir continuer à assurer ses programmes ordinaires et fournir éducation, santé et services sociaux aux populations dans le besoin. Il a tenu à remercier l'UNRWA et son personnel pour avoir permis à des centaines de milliers d'enfants palestiniens d'aller à l'école et a appelé les Nations Unies à renforcer leur soutien aux activités de l'Office.

Il s'est déclaré gravement préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire dans le territoire palestinien occupé où les taux de chômage et de pauvreté ont progressé de façon spectaculaire au cours de l'année passée. Citant le rapport du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, il a souligné que plus de deux millions de Palestiniens, soit 51% de la population, étaient incapables de se procurer, sans assistance, la nourriture nécessaire à leur subsistance quotidienne. M. Hoang Chi Trung a déploré la dégradation de la situation économique et sécuritaire ainsi que la persistance de la violence. Il a appelé Israël à mettre un terme à ses opérations militaires et à lever tous les couvre-feux et les points de contrôle qu'il impose dans la région. De même, il l'a invité à cesser d'entraver la libre circulation du personnel et du matériel de l'UNRWA.

Mme MIRJANA SPOLJARIC (Suisse) a affirmé que le rapport annuel de l'UNRWA qui est, pour la première fois, ajusté sur l'année budgétaire, illustre ses efforts de développement institutionnel. Elle a réitéré son soutien aux activités de l'UNRWA, notant que les résultats atteints dans les programmes étaient d'autant plus appréciables que les obstacles politiques et opérationnels demeuraient particulièrement complexes et lourds. Elle s'est dit extrêmement préoccupée par la détérioration constante de la situation socioéconomique des réfugiés palestiniens dans les territoires palestiniens occupés, en soulignant le rôle important joué par l'UNRWA dans la meilleure coordination de ses actions avec les autres organisations humanitaires en matière d'évaluation des besoins, de réponse d'urgence et de suivi de l'aide humanitaire. Rendant hommage au personnel de l'UNRWA, elle a appelé instamment toutes les autorités compétentes, dans ses zones d'opérations, à assurer l'accès sûr et sans entraves aux personnes placées sous son mandat. La représentante a, en outre, fait part de sa préoccupation quant aux difficultés constatées dans l'acheminement des marchandises et des secours de l'Agence dans le territoire palestinien occupé et a enjoint les autorités israéliennes à restituer à l'UNRWA les impôts perçus au point de passage de Karni, en l'exemptant de telles charges à l'avenir.

M. AKIRA ENDO (Japon) a indiqué que son pays considérait le travail effectué par l'UNRWA auprès des réfugiés palestiniens comme une part importante des efforts faits pour le processus de paix au Moyen-Orient. Depuis 1953, le Japon y a contribué à hauteur de 520 millions de dollars et a également étendu son assistance aux Palestiniens dans les domaines de l'assistance humanitaire, de l'aide aux réformes et de la mise en place d'une économie interne durable. L'assistance totale du Japon s'élève à plus de 870 millions de dollars, 30% de cette somme ayant été utilisée par le biais de l'UNRWA. L'Office est un partenaire important dans la promotion de la sécurité humaine, a poursuivi le représentant, appelant à une coopération plus étroite dans ce domaine.

Compte tenu du fait que son pays était l'un des principaux donateurs de l'UNRWA, le représentant japonais a dit accorder une attention particulière aux efforts de réforme de gestion qui y sont menés. Il attend de l'Office qu'il assure une gestion transparente et responsable et améliore son efficacité, notamment dans l'utilisation des ressources dont il dispose. La réforme facilitera l'établissement d'une relation de confiance entre l'Office et les pays donateurs et renforcera l'engagement des donateurs dans leurs futures contributions volontaires, a-t-il estimé, soulignant la nécessité première d'établir une paix durable dans la région. Il incombe aux dirigeants politiques des deux côtés de renouveler leur engagement

commun à rechercher la paix, a-t-il déclaré, appelant les Palestiniens à surmonter leurs divisions et Israël à soutenir les efforts du Président palestinien, Mahmoud Abbas, pour sortir de l'impasse. Le Japon a proposé un concept appelé « Le Couloir » pour la paix et la prospérité visant à créer une région prospère à travers une coopération régionale dans la vallée du Jourdain. Il entend continuer de remplir son rôle actif dans le processus de paix au Moyen Orient, dans le domaine politique, comme dans le domaine financier, a enfin assuré le représentant.

M. MUSTAFA LEVENT BILGEN (Turquie) a affirmé que le retrait récent des troupes israéliennes de la bande Gaza soulignait les enjeux de taille qui se jouent dans le Moyen-Orient. Il a rappelé qu'il fallait saisir les occasions pour poser les bases d'un processus de paix, soulignant que la violence et les réponses militaires ne permettaient pas de circonscrire une situation politique complexe. Ni les mesures unilatérales, ni l'indifférence envers l'extrême misère des populations palestiniennes ne pourront apporter une solution et mener à une paix durable et à la sécurité dans la région, a-t-il dit. Il a par ailleurs rappelé qu'il revenait aux Palestiniens de créer une atmosphère constructive pour aboutir éventuellement à la création de leur État et que, de son côté, Israël avait l'obligation d'encourager le dialogue.

Les deux parties connaissent parfaitement les étapes à franchir pour remplir leurs obligations respectives au titre de la Feuille de route du Quatuor, a poursuivi le représentant, exhortant les dirigeants israéliens à entamer des négociations avec l'Autorité palestinienne sans conditions préalables. Il a réitéré que la question des réfugiés palestiniens demeurerait l'aspect le plus ardu de la question palestinienne, qui devait être réglée conformément aux nombreuses résolutions déjà existantes. Il a rappelé que son pays restait attaché au travail de l'UNRWA, en l'absence d'un processus politique négocié pour soulager les souffrances du peuple palestinien. Il a salué les effets, le processus de réforme et les travaux de la Commission Consultative ayant permis de renforcer les relations entre l'UNRWA, les parties intéressées et les réfugiés palestiniens. Il a rappelé que la Turquie avait doublé sa contribution aux programmes de l'Office, qui s'élève actuellement à un demi-million de dollars.

M. AMR ELSHERBINI (Égypte) a déclaré que malgré le rôle important de l'UNRWA, les souffrances du peuple palestinien continuaient de s'aggraver en raison de la détérioration des conditions humanitaires en Cisjordanie et dans le bande de Gaza, ainsi que des pratiques d'occupation et des attaques militaires qui compliquent encore le travail d'assistance. Le déficit financier dont souffre l'UNRWA affecte également la capacité de l'Office à fournir ses services à plus de 4,3 millions de personnes. Il faut que l'Office redouble d'efforts pour remplir son mandat humanitaire et améliorer son rôle dans le secours à la population palestinienne, a-t-il affirmé, appelant aussi à ce que l'Office prenne davantage en compte plusieurs aspects de la situation afin d'en avoir une vision plus globale.

Soulignant la dégradation de la situation humanitaire, politique et économique dans les territoires, ainsi que l'augmentation du nombre de personnes déplacées du fait des agressions commises par Israël, le représentant a dénoncé les restrictions de mouvement des personnes et l'établissement de points de passage par l'armée israélienne. La politique de bouclage poursuivie par Israël a aussi des répercussions sur le travail de l'Office, a-t-il rappelé, demandant la réouverture du poste frontière de Rafah et d'autres points frontières. Le représentant a estimé que la construction du mur érigé par Israël avait encore aggravé la situation économique. En outre, la capacité de l'Office à remplir son rôle pourrait être affectée par l'absence de perspectives politiques et la suspension des négociations de paix visant à établir un État palestinien indépendant et obtenir le retrait d'Israël de tous les territoires arabes occupés depuis 1967, a-t-il estimé. Il faut aussi s'attaquer à la question des problèmes financiers de l'Office et de la diminution de ses ressources, en tenant compte de l'aspect prioritaire de la question des réfugiés palestiniens, a-t-il déclaré, demandant un soutien fort de la part des pays donateurs.

Mme SHEIKHA MOZAH BINT NASSIR AL-THANI (Qatar) a salué l'Office pour son travail remarquable en matière d'éducation, de santé et d'aide humanitaire, malgré les conditions précaires sur le terrain. Les services de l'Office sont indispensables à l'ensemble des réfugiés palestiniens, a rappelé la représentante, soulignant que la tragédie du peuple palestinien était provoquée par l'occupation israélienne et ses pratiques inacceptables. Pour aider le peuple palestinien à exercer ses droits humains essentiels,

l'Office doit se faire son porte-parole, a-t-elle déclaré. La représentante a exprimé sa préoccupation devant la détérioration alarmante des conditions de vie des réfugiés et par le déclin des contributions volontaires et le déficit budgétaire de l'UNRWA. Elle a exhorté la communauté internationale à augmenter ses contributions au budget de l'UNRWA et s'est prononcée en faveur d'une solution durable et globale au règlement de la question palestinienne. Elle a également rappelé que son pays continuerait à offrir une aide soutenue et inconditionnelle au peuple palestinien, tant que la question des réfugiés n'aura pas été réglée.

Saluant le travail de l'UNRWA, M. IQBAL AHMED SARADGI (Inde) a rappelé que le soutien à la population palestinienne était un des éléments centraux de la politique étrangère de son pays. Il a indiqué que la violence entravait le processus de paix et que seul le dialogue politique pouvait mener à une solution. En outre, il a constaté que l'économie de l'Autorité palestinienne avait gravement souffert du conflit continu dans la région, 43% de la population palestinienne vivant en-dessous du seuil de pauvreté, dont 15% dans une pauvreté extrême. Il a souligné que les empiètements sur le sol palestinien exacerbent une situation déjà difficile et que la construction du mur menaçait l'éventuelle issue des négociations sur le statut définitif. Dans ce contexte, le représentant a affirmé que les services fournis par l'UNRWA étaient essentiels et que l'Agence constituait un instrument clef pour offrir des programmes vitaux en matière d'éducation, de santé, de secours et de services sociaux aux groupes les plus vulnérables de la population palestinienne.

Insistant sur la nécessité d'améliorer la situation humanitaire dans les zones palestiniennes, M. Saradgi a rappelé que l'Inde avait fourni et continuait à offrir une assistance régulière à l'Autorité palestinienne, notamment par l'envoi de médicaments et de matériel médical. Par ailleurs, il s'est inquiété des restrictions à la liberté de mouvement du personnel de l'UNRWA qui entravent sa capacité d'action. Les blocus doivent être levés et le matériel humanitaire doit bénéficier d'un accès sans entrave, a-t-il ajouté. Enfin, il a affirmé que la communauté internationale, et particulièrement le Quatuor, devait encourager les parties à respecter leurs engagements et obligations.

M. KHALID MOHAMMED OSMAN SIDAHMED MOHAMMED ALI (Soudan) a déclaré que l'UNRWA n'avait jamais cessé de dispenser ses services et a salué les efforts faits pour mener à bien une réforme de ses méthodes de gestion. L'escalade militaire israélienne sans précédent a entraîné un fardeau accru pour l'UNRWA dû à la détérioration de la situation humanitaire et économique dans les territoires. Les restrictions imposées par l'autorité israélienne ont un impact négatif sur le travail de l'UNRWA, ce qui a encore accru ses difficultés, a-t-il souligné, estimant que la guerre au Liban avait elle aussi compliqué la tâche de l'Office dans les camps de réfugiés installés dans ce pays. Il a en outre appelé les Nations Unies à offrir les mêmes conditions de travail et de rémunération aux personnels de l'UNRWA qu'à leurs autres personnels. Le représentant a réaffirmé la responsabilité de la communauté internationale dans le soutien aux réfugiés palestiniens, notamment à travers le mandat de l'UNRWA. Son important déficit budgétaire est un sujet de préoccupation majeur pour ma délégation, a-t-il déclaré, appelant les pays donateurs à augmenter leurs contributions financières.

M. PER ØIVIND LANDEMOEN (Norvège) a salué le travail effectué par l'UNRWA pour fournir assistance et services de base à une population toujours croissante de réfugiés qui peut ainsi vivre dans la dignité. Il a souligné la dure réalité qu'affronte, chaque jour, le personnel de l'Office, évoquant la situation désespérée dans la bande de Gaza. La violence, l'humiliation et la pauvreté poussent la population palestinienne dans une crise profonde, a-t-il prévenu, observant que 60% des personnes vivant dans les territoires palestiniens sont âgées de moins de 18 ans.

Il a rappelé qu'il y a un an, le désengagement israélien de la bande de Gaza avait suscité l'espoir que la qualité de vie et la liberté de mouvement des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie s'amélioreraient. La communauté internationale avait alors demandé à l'UNRWA de jouer un rôle moteur dans la création d'emplois. Aujourd'hui, elle demande toujours à l'Office de jouer un rôle moteur mais, cette fois, il s'agit de se concentrer sur les besoins immédiats des réfugiés. Nous sommes revenus au stade de la distribution de vivres et de la survie des réfugiés, a-t-il regretté, ajoutant qu'il n'y avait désormais que peu de perspectives d'espoir et de dignité. Il a rappelé que, cet été, alors que tous les regards étaient tournés vers le Liban, la Norvège avait attiré l'attention sur les besoins croissants de l'Office en raison de la

détérioration continue de la situation dans les territoires palestiniens. Il a annoncé que son pays allait accroître sa contribution au budget ordinaire de l'UNRWA de 50% en 2007 et a appelé les autres pays donateurs à faire preuve de générosité.

M. ALAN BOWMAN (Canada) a rappelé l'engagement du Canada dans le travail de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), rappelant aussi que son pays avait joint la Commission consultative cette année. Il a indiqué que les différentes initiatives visant à changer les méthodes de gestion constituaient des étapes importantes pour assurer l'efficacité de l'Office. Il a salué le travail de réforme entrepris par la Commissaire de l'UNRWA, qui a permis d'amorcer, à son avis, une évolution organisationnelle menant à des programmes plus efficaces.

Le représentant a souligné la nécessité de conserver le soutien des pays donateurs et de répondre convenablement aux besoins humanitaires des réfugiés palestiniens sur le terrain, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation et des services sociaux, alors que les conditions humanitaires et sécuritaires se détériorent sur le terrain. Le représentant a réitéré le soutien inconditionnel du Canada à ce travail de proximité, rappelant qu'à la contribution de 10 millions de dollars au budget ordinaire de l'UNRWA de cette année, le Canada avait ajouté un montant de 8,5 millions de dollars pour répondre aux appels d'urgence. Il a affirmé que pour son pays, le règlement politique de la question des réfugiés passait par une cohabitation pacifique des deux peuples, vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

Mme LIU JIA (Chine) a souligné que l'UNRWA était devenu un symbole de l'engagement international dans le soutien aux réfugiés palestiniens, rendant hommage à l'esprit de sacrifice de son personnel. Au cours des dernières années, l'Office a connu une situation financière difficile qui a des incidences sur la qualité des services dispensés, a-t-elle souligné, formulant l'espoir que la communauté internationale augmenterait ses contributions. La situation de statu quo dans le processus de paix n'est dans l'intérêt de personne, a déclaré la représentante. Il faut que les Gouvernements israélien et palestinien parviennent à créer un climat de confiance mutuelle, a-t-elle estimé, les appelant à faire preuve de courage et assurant que la Chine n'épargnerait aucun effort dans le soutien à ce processus.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel